



2^{de} Réunion de Coordination des Projets de REDD+ de l'UE

3-4 juillet 2012

Compte-rendu final



TABLE DES MATIÈRES

Résumé de synthèse.....	3
1.Introduction et présentation de la Réunion par la Commission Européenne.....	4
2.Point sur les programmes de REDD+ d'États membres de l'UE, Norvège comprise.....	4
3.Présentation et débat concernant les FLEGT et REDD+.....	5
4.Présentations de projets.....	6
5.Groupes de discussion régionaux.....	7
6.Groupes de discussion thématiques.....	9
7.Remarques conclusives.....	12

LISTE DES ANNEXES

Annexe I. Calendrier.....	13
Annexe II. Liste des participants.....	16
Annexe III. Liste des délégations de l'UE de points focaux de la REDD+	18
Annexe IV. Évaluation.....	22

Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle de l'Union Européenne. La responsabilité des informations et opinions exprimées incombe entièrement aux auteurs.

Résumé de synthèse

La 2^{de} Réunion de Coordination des projets de REDD+ de l'UE a eu lieu à Bruxelles les 3 et 4 juillet 2012. La réunion était organisée par la Commission Européenne et comportait deux objectifs principaux:

- partager les derniers résultats des projets de REDD+ financés par l'UE; et
- échanger des informations et établir le bilan des expériences dans la mise en œuvre de la REDD+ avec les partenaires de l'UE et d'autres acteurs de la communauté de la REDD+.

Près de 50 participants ont assisté à la réunion, dont les représentants de projets de REDD+ financés au titre du programme ENRTP¹, des membres de la Commission Européenne, des représentants des États Membres de l'UE, y compris la Norvège, et des praticiens de REDD+.

Ce compte-rendu final résume les discussions et les présentations ayant eu lieu au cours de la réunion. Il fournit aussi les résultats de l'évaluation de la réunion, ainsi que l'information concernant les participants et les coordonnées des délégations de points focaux de REDD+ de l'UE. De surcroît, toutes les présentations réalisées au cours de la réunion sont accessibles par les liens insérés dans le texte et dans l'ordre du jour.

La réunion de deux jours était structurée autour d'un certain nombre de présentations, de groupes de discussion et de débats pléniers. Elle a été inaugurée par une présentation de la Commission Européenne se focalisant sur l'importance, pour la politique d'information, du partage de l'expérience en matière de projets de REDD+, compte-tenu, en particulier, du manque de clarté au niveau international. La Commission a aussi partagé ses points de vue concernant la REDD+ en tant qu'instrument commun d'atténuation, d'adaptation et de développement. Elle a été suivie par des présentations de tous les projets financés dans le cadre de l'ENRTP représentés à la réunion, concernant l'expérience acquise dans le cadre de leur projet et la façon dont elle interagit avec les processus nationaux de REDD+. La première journée s'est conclue sur des comptes-rendus concernant des programmes de REDD+ de la part de l'agence internationale allemande GIZ et de la Norvège, et par une séance ouverte par l'Institut Européen de la Forêt au sujet des interactions et des enjeux entre REDD+ et FLEGT.

Au cours de la seconde journée de la réunion, les participants ont pris part à des groupes de discussion régionaux et thématiques. Ces derniers étaient structurés autour de quatre thèmes: mesure des performances de REDD+ (MNV); régime foncier et processus de planification; concertation au niveau local et engagement des parties prenantes; et financement d'une exploitation durable des sols en réponse aux facteurs de déforestation et de dégradation.

La Commission Européenne a conclu la réunion en observant que la diversité dans l'éventail des projets, ainsi que leur rôle et contribution dans le développement de REDD+ aux niveaux national et

¹Programme Thématique de L'Union Européenne pour l'environnement et la Gestion Durable des Ressources Naturelles, dont l'Énergie.

international, est maintenant plus évident qu'il y a un an, alors qu'ils commençaient tout juste leurs activités. La réunion a contribué à identifier plus clairement les difficultés de mise en œuvre que rencontrent les partenaires de projets de REDD+. Les projets ont été encouragés à se montrer proactifs dans leur collaboration avec d'autres partenaires et processus, en partageant les expériences et en fournissant un retour d'information à la Commission Européenne par le truchement des délégations de l'UE.

Lors des observations conclusives un nouvel appel à proposition d'ENRTP a aussi été annoncé. L'appel à proposition se focalise sur trois domaines: l'atténuation du changement climatique, en particulier en matière de REDD+, la biodiversité; et la gouvernance forestière et le FLEGT. La date limite de dépôt des notes conceptuelles est fixée au 25 septembre 2012. Des informations supplémentaires sont [disponibles en ligne](#).

1. Introduction et présentation de la Réunion par la Commission Européenne

Mathieu Bousquet (Commission Européenne, DG de Développement et de Coopération – EuropeAid) a ouvert la séance. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a présenté les objectifs de la réunion, récapitulé les enseignements acquis lors de la 1^{ère} Réunion des Projets REDD+ de l'UE en 2011, et annoncé l'ordre du jour.

Jacob Werksman (Commission Européenne, DG de l'Action pour le Climat) a présenté le premier exposé, [Tirer enseignement des projets de REDD+](#). M. Werksman a indiqué que l'absence de détails et de clarté sur un certain nombre de problèmes au niveau international rend le partage de ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas au niveau de projet particulièrement utile en matière d'élaboration des politiques dans l'Union Européenne et dans le monde. Le domaine des garanties constitue un exemple flagrant de terrain où la poursuite des travaux est nécessaire. Il a aussi débattu des progrès accomplis en REDD+ dans le processus de la CCNUCC, ainsi que les points de vue de la Commission Européenne concernant la REDD+ en tant qu'instrument commun d'atténuation, d'adaptation et de développement. La REDD+ doit être développée au niveau national, et les pays en développement devront développer leurs capacités en matière de REDD+ d'ici à 2020. Le mécanisme engage les pays à rééquilibrer les incitations, rendant les coûts de déforestation plus apparents et visibles pour les décideurs et les investissements en exploitation durable des sols plus rentables.

2. Point sur les programmes de REDD+ d'États Membres de l'UE, Norvège comprise.

Ragna John (GIZ) a présenté deux nouvelles [initiatives de REDD+](#) récemment inaugurées par l'agence internationale de développement allemande GIZ. REDD Early Movers (Pionniers de la REDD) (REM), mise en œuvre en coopération avec la banque allemande de développement KfW, s'adresse à des pionniers ayant déjà pris des risques et entrepris des actions indépendantes en matière de d'atténuation du changement climatique en préservant leurs forêts. La REM fournit un financement relais en cours de phase provisoire de la REDD.

Le Programme de Gouvernance des Forêts, initialisé en 2012, est le second programme de la GIZ. Ce programme vise à soutenir les pays partenaires de coopération de développement allemande dans leurs efforts de préservation et de protection de forêts grâce à la mise en œuvre de REDD+ et de

FLEGT, ainsi qu'à accroître l'efficacité des deux initiatives dans ces pays. Le programme aborde aussi des thèmes intersectoriels, comprenant la lutte anti-corruption, la responsabilisation, l'application de normes; et le consentement libre informé et préalable (CLIP). Le programme fonctionne en coopération étroite avec le programme sectoriel de Politique Internationale des Forêts de la GIZ et la REDD Early Movers.

Knut Kroepelien (Mission de la Norvège pour l'UE) a présenté l'[Initiative Internationale pour le Climat et la Forêt de la Norvège](#), exposant les façons dont le gouvernement norvégien travaille à résoudre les défis principaux relevés par la REDD+. Ces défis comprennent l'obtention de réelles réductions en matière de déforestation, l'évaluation des résultats, l'assurance que la REDD+ apporte un large éventail de bénéfices, et la prévention des fuites. Le partenariat avec l'Indonésie, dans la REDD+, constitue une part importante de leur travail, ce qui implique un soutien aux préparations de l'Indonésie à la REDD+ et aux paiements en vue d'une réduction, vérifiée de façon indépendante, des émissions issues du déboisement et de la dégradation des forêts et des forêts de tourbières. La Norvège a aussi présenté les prochaines étapes de cette initiative:

- poursuite des dispositions provisoires en vue du financement de la REDD+ destinées à réunir les donateurs et à développer le financement de démarrage rapide des pays et le partenariat avec la REDD+;
- poursuite de l'engagement financier en vue de la promotion de stratégies nationale durables de REDD+ au moyen de structures de soutien multilatérales;
- paiements fondés sur la performance pour certains pays; et
- apport d'une expérience de terrain et contribution analytique à l'élaboration d'un accord international post-2012 REDD+.

3. Présentation et débat concernant les FLEGT et REDD+

La REDD+ et le FLEGT (Renforcement de la législation, de la gouvernance et du commerce forestiers) sont tous deux des instruments et des processus de développement, soutenus par l'UE, contribuant à une gestion durable de la forêt. Le Plan d'Action de FLEGT de l'UE comprend plusieurs mesures politiques destinées à combattre l'abattage illégal et à améliorer la gouvernance. L'une d'entre elles prévoit des Accords de Partenariat Volontaire (APV) entre l'UE et les pays partenaires producteurs de bois. Les APV sont des accords commerciaux faisant appel à des processus participatifs concernant les parties prenantes du secteur forestier et contribuant à établir un dialogue national au sujet de la gouvernance forestière.

Comme l'a rapporté Christophe Van Orshoven (Institut Européen de la Forêt) au cours de son exposé sur les [interactions et enjeux entre FLEGT et REDD+](#), les deux processus affrontent des difficultés similaires au cours de leurs phases de conception et de mise en œuvre: cadre juridique mal défini, piètre système d'information, gouvernance défaillante, corruption et capacités limitées. Ces difficultés communes doivent être traitées pour que ces initiatives soient efficaces. Au niveau

fonctionnel, la coordination et les activités conjointes, telles que des dialogues constructifs entre parties prenantes, le renforcement du cadre juridique comprenant ceux de sauvegardes de REDD+, et un contrôle indépendant, pourraient contribuer aux deux processus de REDD+ et de FLEGT. Mais les APV de REDD+ et de FLEGT constituent aussi des processus distincts. La REDD+ est encore actuellement développée dans le cadre des négociations internationales concernant le changement climatique, suscitant la confusion chez les décideurs et les acteurs impliqués dans les processus de REDD+ nationaux et locaux. En même temps, de nombreux bailleurs de fond et parties prenantes sont impliqués, ajoutant à la complexité. Les APV de FLEGT, d'un autre côté, sont des processus bilatéraux explicitement élaborés investis de tâches et de responsabilités bien définies à l'égard des parties prenantes impliquées.

Au cours de la séance de Q&R, les participants ont discuté des implications pratiques des interactions des REDD+ et FLEGT et de la mesure dans laquelle la REDD+ constitue un instrument limité eu égard au secteur forestier ou touchant aussi à d'autres secteurs. Mention a aussi été faite de ce que la certification forestière dans certains pays d'Amérique latine a conduit à des expériences négatives, dans la mesure où elle a été appliquée du haut vers le bas; la REDD+ peut offrir des opportunités de focalisation plus importante sur la conservation des forêts.

4. Présentations des projets

Fauna and Flora International -Developing community carbon pools forReducedEmissions from Deforestation and Degradation (REDD) projects in selected ASEAN countries
CIFOR -Opportunities and challenges to developing REDD+ benefit sharing mechanisms in developing countries
Fondo Patrimonio Natural -Gobernanza ambiental para evitar la deforestación y promover la conservación de los bosques en la Amazonia colombiana
WWF Central AfricaRegional Office -Réduction de la déforestation et de la dégradation dans le Massif Forestier de Ngoyla-Mintom (N-M) par la mise en œuvre d'une gestion durable intégrée dans le cadre du paysage tri-national Dja- Odzala – Minkebe (TRIDOM)
OroVerde/Defensores de la Naturaleza -Conservación de Bosques y Desarrollo Comunitario Sostenible para la mitigación del cambio climático
UN-REDD Programme
European Forest Institute -EU REDD Facility
WWF Germany -Amazonia viva. Conservación y valorización participativa del bosque y sus servicios ambientales
RECOFTC -Sustainable Forest Management and Rural Livelihood Enhancement through Community Forestry and REDD Initiatives in Cambodia
COSPE -Programa integrado de proteção e desenvolvimento das florestas costeiras angolanas(PIPDEFA)
ONG Forestales por el Desarrollo del Bosque Nativo -Reducción de las tasas de deforestación y degradación de los bosques nativos en Chile y Argentina
Welthungerhilfe -Gestión sostenible para la conservación de dos reservas de biósfera en la Cuenca Amazónica (Perú y

Ecuador) mediante la reducción de Emisiones de CO ₂ por Deforestación y Degradación de Bosques (REDD)
Monte Desenvolvimento Alentejo Central -Gestão Sustentável dos Recursos Florestais no Parque Natural dos Tarrafes de Cacheu
Global Environmental Centre -Sustainable Management of Peatland Forests in South East Asia
Live and Learn Environmental Education -Pilot effective models for governance and implementation of REDD+, in Small Islands Developing States to provide equitable benefits for forest-dependent local and indigenous people

5. Groupes de discussion régionaux

Asie et le Pacifique

Au cours de la séance, les débats se sont centrés autour des difficultés rencontrées par les exécutants des projets lors de leurs contacts avec les autorités nationales ou locales. Le manque de coordination entre ministères, le taux de roulement élevé au sein des administrations, les cadres réglementaires complexes et se recoupant, et les prises de décision centralisées s'opposant à celles décentralisées, constituent des obstacles importants. Il n'en demeure pas moins que les exécutants de projets prennent part aux groupes de travail nationaux de REDD+ et contribuent à la mise en place de cadres politiques nationaux de REDD+. Des projets investis d'une composante de marché du carbone ont révélé le manque de perspective de la part de gouvernements dans le développement des systèmes de surveillance, de notification et de vérification et des divergences entre L'ONU et les exigences du marché volontaire du carbone en matière de MNV. Dans la mesure où certains projets ont un caractère pilote de futurs systèmes nationaux de MNV potentiels, ils peuvent fournir un apport utile au débat national. Les participants ont aussi échangé leurs expériences concernant des questions liées à la corruption auxquelles ils sont régulièrement confrontés. La disponibilité de l'information contribue grandement à l'identification de problèmes clé, les bailleurs de fonds influents pourraient peut-être augmenter la pression afin d'aborder et de combattre la corruption.

Afrique

Les participants ont discuté de quatre sujets fondés sur leurs expériences en Angola, au Cameroun, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone.

Commandement en administration. Les structures institutionnelles censées assurer la cohérence entre les ministères (nécessaire à la prise en compte des facteurs extra forestiers, comprenant l'agriculture, la finance, l'exploitation minière, l'énergie et l'aménagement du territoire) sont inopérantes. Des conflits potentiels entre les priorités de développement et la REDD+ peuvent susciter des sensibilités liées à la souveraineté nationale. On s'attend à ce que les projets puissent aider à remédier à cette situation en stimulant le partage d'information interministériel.

Coopération régionale. Jusqu'à présent, le seul groupe régional travaillant dans la REDD+ en Afrique est la COMIFAC, qui rassemble les pays du bassin congolais. La COMIFAC joue un rôle structurel au sein de la Coalition des Nations de Forêt tropicale mais n'a obtenu jusqu'à présent qu'un succès limité dans l'harmonisation des positions et dans la facilitation de la mise en œuvre de la REDD+ aux niveaux nationaux. Les liens entre la REDD+ et la biodiversité ou l'adaptation au changement

climatique, qui est aussi une priorité pour les pays du bassin congolais, pourraient constituer un aspect rassembleur en faveur de la coopération régionale entre un nombre plus large de pays africains que ceux compris dans la COMIFAC. Les participants ont souligné l'importance d'assurer la cohérence entre la confrontation avec tous les facteurs de déforestation et la planification de l'approvisionnement et de la consommation de biens et de services dans une perspective de développement à faible émissions. Les négociations en cours autour de sources de financement plus importantes, telles que le 11^{ème} FED (Fond Européen de Développement), peut fournir une tribune de discussion au sujet de la REDD+ dans un cadre plus large, intégrant la gestion forestière durable ou la sauvegarde de zones protégées, ainsi que la promotion d'une direction élargie de gouvernement et d'une coopération régionale.

L'importance des activités "+". La réduction de la dégradation de la forêt, sa conservation, la gestion forestière durable et la valorisation des stocks de carbone sont des activités particulièrement importantes pour les pays africains caractérisés par un taux relativement faible de déforestation. Ces pays manquent souvent, hélas, des capacités de contrôle suffisantes pour démontrer les progrès réalisés dans ces zones. Ils ont donc besoins d'indicateurs proxy, d'apports d'informations simplifiés et d'exigences de vérification que les pays fournisseurs de paiements de REDD+ puissent considérer comme acceptables.

La ruée vers les ressources. Les agro-industries, les exploitations minières et forestières, souvent menées par l'investissement étranger, exercent une pression croissante sur les forêts africaines. La REDD+ ne s'oppose pas nécessairement à un développement contrôlé de ces activités mais les émissions liées à celles-ci et à leur futur développement doivent être rapportées, et prise en compte lors de la constitution de niveaux de référence. Le traitement de ces facteurs ne peut s'appuyer que sur une gouvernance et des processus d'aménagement du territoire sains.

Amérique latine

La discussion s'est focalisée sur l'état de développement de cadre de REDD+ en Amérique latine, les enjeux communs et les manques de capacités. Dans plusieurs pays latino-américains, la nouvelle législation concernant la forêt a été adoptée, ces quelques dernières années, par le truchement du processus participatif qui y inclut les communautés forestières. Les REDD+ et FLEGT sont certainement susceptibles de tirer bénéfice de ces expériences. Tous les pays où travaillent les représentants ayant assisté à la séance (Guatemala, Colombie, Pérou, Argentine), avait déjà leurs R-PP évalués sur le plan formel, et testent actuellement des options alternatives par le biais d'actions pilotes.

Les participants ont remarqué que, bien que certains des facteurs clé de la déforestation en Amérique latine soient extérieurs au secteur forestier, les efforts de REDD+ sont concentrés sur les facteurs et les agents économiques dans le secteur forestier, y compris les propriétaires de forêts de petite et moyenne importance, sur les projets de conservation et les populations autochtones. L'une des raisons en est que les acteurs impliqués, à savoir les ONG, appartiennent eux-mêmes au secteur forestier. Certains acteurs commencent cependant à élargir leurs horizons. La résistance provient aussi d'intérêts agricoles de grande envergure. Dans la plupart des pays, le ministère de l'agriculture doit être plus impliqué : la REDD+ est principalement développée sous l'égide du ministère de

l'environnement, lequel jouit d'un poids politique restreint. Le renforcement des capacités de gestion locale et l'application effective des procédures d'aménagement du territoire constituent des aspects ayant été débattus en tant que conditions préalables à l'élaboration des politiques forestières en vue de la réduction des conflits.

6. Groupes de discussion thématiques

Mesure de performance de REDD+ (MNV)

Michael Bucki (Commission Européenne, DG de l'Action pour le Climat) à présenté un [exposé introductif](#), focalisé sur deux aspects: le bilan des négociations concernant la MNV en vue de REDD+ dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique; et les enjeux de la mesure des effets des cinq activités au total de REDD+ (déforestation, dégradation des forêts, conservation, gestion durables des forêts et renforcement des stocks de carbone forestier), proposant une approche matricielle simplifiée pour aider à évaluer les performances dans les pays à capacité de contrôle limitée.

Les huit projets ENRTP ayant pris part au groupe thématique diffèrent dans leur niveau d'implication en MNV, certains très limités, d'autres plus substantiels. Les projets sont généralement enclins à se rattacher aux autorités de niveau national, mais cela s'avère souvent difficile du fait des méthodes utilisées et de problèmes de coordination. Les méthodologies employées à l'étape de projet, par exemple, le développement de la VCS (Norme volontaire de Carbone) dans le cadre du MDP A/R, peut s'avérer très complexe ou mal adaptée à la mise en œuvre de REDD+ au niveau national. Il existe aussi un manque de directives et de coordination à partir du niveau national vers les projets.

La 'Vérification' est généralement peu comprise (audit externe comme pour le MDP, contrôle interne...?) et nécessiterait clarification, peut-être par le truchement de directives du GIEC.

Les méthodologies, en particulier au niveau de projet, peuvent s'avérer extrêmement coûteuses et interminables. L'expérience du mouvement de la Ceinture Verte au Kenya a ainsi été discutée à titre d'exemple. La commission européenne a débattu de la nécessité d'adopter une approche pragmatique, graduelle, en particulier en phase préparatoire.

Le travail de détermination de niveaux d'émissions de référence (NER) s'avère très ardu pour les projets, dans la mesure où les projections de déforestation sont difficiles à échelonner du niveau local ou de projet au niveau national, en raison de l'imprécision des projections.

Régime foncier et processus locaux d'aménagement du territoire

La réduction de la déforestation et l'amélioration de la gestion durable des ressources forestières dépendent de l'existence de droits fonciers clairs et transparents. Le régime foncier est cependant problématique et constitue une source de conflit dans de nombreux pays impliqués dans la REDD+ : il existe une revendication croissante, en grande partie insatisfaite, de reconnaissance des droits des peuples autochtones et des communautés forestières; bien qu'il y ait eu des progrès ces deux dernières décennies en matière de transfert de droits aux peuples des forêts, des lacunes majeures

demeurent dans leur application et dans la mise en œuvre des enjeux, rendant difficile la réalisation des objectifs de REDD+. Très souvent, les questions foncières sont discutées dans le cadre des R-PP, mais alors, peu d'attention est accordée aux préparations nationales et au travail de REDD+ sur le terrain. D'autres problèmes sont soulevés par la pression croissante sur les forêts, mettant en jeu le prix élevé des matières premières, l'exploitation minière, pétrolière et gazière, et les infrastructures.

Augusta Molnar (Initiative pour les Droits et les Ressources) a présenté un [exposé introductif](#) lors de cette séance, et a débattu de la nécessité d'un mécanisme de réponse à ces exigences croissantes. Ce mécanisme devrait canaliser le financement vers les projets de réforme du régime foncier proposés par les gouvernements, les peuples autochtones et la société civile, ainsi que promouvoir l'investissement privé dans l'exploitation durable des sols.

Les participants ont discuté de leurs expériences et de la diversité des réalités et des processus institutionnels dans les pays où ils travaillent. La reconnaissance et la mise en œuvre de 'nouveaux droits' est très difficile, en ce que divers droits existants ne sont toujours pas reconnus ou mis en œuvre. En Indonésie et au Vietnam, par exemple, la reconnaissance des droits communautaires est problématique. La formalisation des droits entraîne souvent des procédures complexes et exigeantes, difficilement accessibles aux communautés forestières et mettant aussi en jeu des risques de corruption.

Dialogue local et engagement des parties prenantes

Un processus participatif adéquat recouvre plus que le partage d'information. Il inclut aussi la consultation, la participation, la collaboration et l'autonomisation. Indra Van Gisbergen (FERN) a présenté un [exposé introductif](#) indiquant que tous ces éléments nécessitent d'être intégrés au sein du processus de REDD+ afin d'en assurer le succès. La REDD+ a cependant évolué très rapidement et n'a pas toujours accordé le temps suffisant à l'élaboration des capacités et à la participation des parties prenantes. Les participants à la séance ont fait remarquer qu'il peut y avoir encore des opportunités d'implication et de participation de la part des parties prenantes dans la REDD+, mais que le temps presse. Le caractère dirigiste du processus de REDD+, conséquence du cadre international, a aussi été discuté, ainsi que la nécessité de le définir plus avant au niveau national et local d'un point de vue ascendant et participatif.

Les participants ont signalé que les objectifs du processus de REDD+ devraient être clairement identifiés et que l'information devrait être partagée avec les parties prenantes à temps, de façon à augmenter la transparence et l'engagement. Plus d'attention est aussi requise en matière d'éducation et de sensibilisation au changement climatique en général, ce qui faciliterait la compréhension de la REDD+. Les parties prenantes doivent réfléchir sur leur structure organisationnelle interne et sur leur représentation extérieure. Des expériences acquises grâce à d'autres initiatives, telles que le processus de FLEGT, devraient être prises en compte et les structures des parties prenantes devraient être élaborées à partir de plateformes et de réseaux existants.

Financement de l'exploitation durable des sols en réponse aux facteurs de déforestation et de dégradation

Kate Dooley (FERN) a fourni un aperçu de la situation actuelle en matière de financement de l'exploitation durable des sols, en commençant par l'information concernant l'état actuel des marchés du carbone. Il existe une pénurie de financement des activités liées à la REDD+ de la part de ces marchés à moyen terme, due à : une faible demande du marché, l'exclusion du marché du carbone du SCEQE, le marché international élargi du carbone; et l'inadéquation globale à l'utilisation du marché des matières premières pour financer la protection de la forêt (dans la mesure où une proportion minimale des bénéfices revient aux producteurs). Mme Dooley a ensuite parlé de nouvelles propositions en faveur du financement de l'exploitation durable des sols à grande échelle grâce à l'accès à des financements privés. Elle a indiqué que la différence clé entre ces propositions et les outils financiers traditionnels (tels que les obligations, les garanties de prêts, les contrats à terme et l'assurance des risques) réside dans l'utilisation du financement du secteur public pour permettre un éventail élargi de résultats durables au-delà de la préservation et de l'atténuation, ce qui limiterait aussi les risques pour l'investissement privé. Ces résultats devraient être soumis à contrôle afin de justifier l'utilisation de l'argent public en tant que moyen de mise en œuvre.

Les participants ont partagé des expériences tirées de projets concernant l'investissement en secteur privé et le suivi d'éléments sociaux et non carbonés de projets.

Ils ont discutés de motivations concernant divers acteurs. Pour le secteur privé, la visibilité est la motivation principale, ce qui entre parfois en contradiction avec les objectifs du projet, ou est mal utilisée. Les développeurs de projet sont souvent fortement motivés par les aspects de développement social du projet.

En général la sécurité foncière est considérée comme l'enjeu principal, et les investisseurs ne sont pas enclins à prendre des risques si le régime foncier n'est pas clair. Certaines ONG représentées mettent en place des procédures de vigilance en vue d'évaluer les risques de réputation. L'Initiative pour les Droits et Ressources a fait valoir que les coûts de clarification de l'occupation des sols (et autres aspects juridiques) se situent bien en deçà de ce que le modèle de coût d'opportunité utilise souvent pour évaluer le financement nécessaire à la REDD+ : la recherche indique un coût de 1-10\$ US/ha pour la reconnaissance des droits des communautés et de 23\$ pour la reconnaissance des droits de propriété individuelle.

La question de la sécurité juridique/légale (plus généralement, au-delà de la propriété foncière) est d'importance, eu égard à tout type d'investissement du secteur privé. Les zones protégées offrent un statut juridique sûr pour les investisseurs. Dans des pays tels que la Guinée Bissau, l'instabilité politique rend difficile la levée d'investissement privé.

Les avantages sociaux sont indissociables des résultats en carbone de la REDD+. L'échec dans le traitement des aspects sociaux s'oppose à une concrétisation efficace et durable des potentiels de réduction des émissions à long terme.

7. Remarques conclusives

Mathieu Bousquet (Commission Européenne, DG de Développement et de Coopération – EuropeAid) à clos la réunion.

Lors de la 1^{ère} Réunion de Coordination des Projets de REDD+ de l'UE, il y a un an, la plupart des partenaires de l'UE en était tout juste au lancement de leurs projets; au cours de la dernière année, ils ont progressé de façon significative dans leur mise en œuvre. La diversité de perspectives de tels projets, ainsi que leur rôle et la contribution qu'ils apportent au développement de la REDD+ aux niveaux national et international, sont désormais plus évidents. Cela s'est reflété au cours de la réunion, à travers la qualité des débats qui ont été plus concrets, mieux ciblés et moins centrés sur les objectifs et les aspirations. La réunion a aussi contribué à identifier plus clairement les difficultés de mise en œuvre auxquelles les partenaires de projets de REDD+ sont confrontés, y compris en terme de problèmes politiques et institutionnels. Les projets ont été encouragés à se montrer proactifs dans leur collaboration avec d'autres partenaires et processus, en partageant les expériences et en fournissant un retour d'information à la Commission Européenne par le truchement des délégations de l'UE.

Un nouvel appel à proposition d'ENRTP (Programme Thématique de Gestion Environnementale et Durables des Ressources Naturelles dont l'Énergie) a été annoncé. L'appel à proposition se focalise sur trois domaines: l'atténuation du changement climatique, en particulier en REDD+, la biodiversité; et la gouvernance forestière et le FLEGT. La date limite de dépôt des notes conceptuelles est fixée au 25 septembre 2012. Des informations supplémentaires sont [disponibles en ligne](#).

Merci à toutes les personnes ayant participé à la réunion.

Annexe I - Calendrier

Mardi 3 juillet 2012

8h00-9h00 Accueil, café et enregistrement des participants

9h00-9h30 Accueil/objectifs de la réunion/leçons tirées de la dernière réunion - Mathieu Bousquet, DG Devco

9h30-10h00 Tour de table

10h00-10h30 Présentation de la CE- Jacob Werksman, DG Clima

10h30-11h00 Pause café

Président: Mathieu Bousquet

11h00:12h30 Premier tour de présentation des projets et de clarification des questions

- Developing community carbon pools for Reduced Emissions from Deforestation and Degradation (REDD) projects in selected ASEAN countries
- Opportunities and challenges to developing REDD+ benefit sharing mechanisms in developing countries
- Gobernanza ambiental para evitar la deforestación y promover la conservación de los bosques en la Amazonia colombiana
- Réduction de la déforestation et de la dégradation dans le Massif Forestier de Ngoyla-Mintom (N-M) par la mise en œuvre d'une gestion durable intégrée dans le cadre du paysage tri-national Dja- Odzala – Minkebe (TRIDOM)
- Conservación de Bosques y Desarrollo Comunitario Sostenible para la mitigación del cambio climático
- UN-REDD Programme
- EU REDD Facility, European Forest Institute

12h30-14h00 Pause déjeuner

Présidente: Valérie Merckx

14h00-16h00 Second tour de présentation des projets et de clarification des questions

- Amazonia viva – Conservación y valorización participativa del bosque y sus servicios ambientales
- Sustainable Forest Management and Rural Livelihood Enhancement through Community Forestry and REDD Initiatives in Cambodia
- PIPDEFA (Programa integrado de proteção e desenvolvimento das florestas costeiras angolanas)
- Reducción de las tasas de deforestación y degradación de los bosques nativos en Chile y Argentina
- Gestión sostenible para la conservación de dos reservas de biósfera en la Cuenca Amazónica (Perú y Ecuador) mediante la reducción de Emisiones de CO₂ por Deforestación y Degradación de Bosques (REDD)
- Gestão Sustentável dos Recursos Florestais no Parque Natural dos Tarrafes de Cacheu
- Sustainable Management of Peatland Forests in South East Asia
- Pilot effective models for governance and implementation of REDD+, in Small Islands Developing States to provide equitable benefits for forest-dependent local and indigenous people

16h00-16h30 Pause café

Présidente: Julia Falconer

16h30-17h00 Point sur les programmes REDD+ d'États membres de l'UE, Norvège comprise

- GIZ
- Norvège

17h00-17h30 **Présentation** et débat concernant la **LEGT-REDD** – Christophe Van Orshoven, EU REDD Facility

17h30-17h45 **Introduction à la 2^{de} journée : groupes de discussion**

17h45-19h00 Cocktail à Borschette

Mercredi 4 juillet 2012

09h00-10h30 **Séance de groupes de discussion régionaux**

Groupe 1 Asie Pacifique. Animateur: Christophe van Orshoven, EU REDD Facility

Groupe 2 Amérique latine. Animateur: David Sanmiguel Esteban, DG Devco

Groupe 3 Afrique. Animatrice: Valérie Merckx, EU REDD Facility

10h30-11h00 Pause café

11h00-12h30 **1^{ère} séance de groupes de discussion thématiques**

Groupe 1 **Mesure de performance de REDD+ (MNV)**. Animateur: Frédéric Achard, Joint Research Centre. Intervenants: Michael Bucki, DG Clima

De quelle façon votre projet contribue-t-il à la conception de / apporte des enseignements utiles sur les systèmes de contrôle de la REDD+ au niveau national (tant sur le plan du carbone que sur celui des protections)? Comment l'information est-elle générée au niveau de projet? Comment cette information est-elle transférée et utilisée au niveau national?

Quelles sont les leçons tirées en matière de MNV? Qu'est-ce qui s'avère le plus difficile à résoudre, le MNV du carbone ou des non-carbonés? Quelles sont les enseignements tirés en matière d'implication de collectivité en MNV?

Y a-t-il coordination au niveau de projet en MNV? Y a-t-il une stratégie en place au niveau national destinée à promouvoir une telle coordination?

Groupe 2 **Régime foncier et processus locaux d'aménagement du territoire**. Animateur: Carl Frosio, UE Délégation du Cameroun. Intervenante: Augusta Molnar, Initiative pour les Droits et les Ressources

Les parties prenantes sont-elles clairement identifiées? Toutes les parties prenantes concernées sont-elles en mesure de participer et d'influer et, si non, quels sont les goulots d'étranglement? De quelles possibilités les parties prenantes disposent-elles pour influencer sur les politiques nationales de développement de REDD+ et les alimenter? Quels sont les mécanismes existants qu'ils peuvent utiliser?

De quelle façon votre projet promeut-il le dialogue local et l'engagement des parties prenantes?

12h30-14h00 Pause déjeuner

14h00-15h30 **2^{ème} séance de groupes de discussion thématiques**

Groupe 1 **Dialogue local/ engagement des parties prenantes**. Animatrice et intervenante: Indra Van Gisbergen, FERN

Comment votre projet traite-t-il des questions de régime et de sécurité foncières?

La REDD+ est-elle un outil adéquat pour porter les questions liées au régime foncier à l'ordre du jour national et international, ou constitue-t-elle plutôt une menace supplémentaire en matière de sécurité foncière et d'accès des peuples et des communautés autochtones à la terre? De quelle façon l'expérience acquise au niveau de projet contribue-t-elle à remédier aux problèmes liés à la propriété foncière au niveau national?

Quels sont les enjeux et les problèmes concrets, et qu'est-ce qui peut être fait pour y répondre?

Groupe 2 [Financement de l'exploitation durable des sols en réponse aux facteurs de déforestation et de dégradation](#). Animateurs: Giampiero Muci, Délégation UE Sierra Leone. Intervenante: Kate Dooley, FERN

Les établissements bancaires publics et privés investissent des ressources considérables en vue du soutien de stratégies de développement sobre en émissions pour l'agriculture, les infrastructures et l'énergie. Les projets de REDD+ sont-ils affectés de façon positive ou négative par ces investissements, et y a-t-il un dialogue? Ont-ils été consultés / ont-ils eu un impact sur ces investissements?

15h30-16h00 pause café

16h00-17h30 Réactions des groupes de discussion et débat

17h30-18h00 Voie de progrès/Évaluation et conclusion - Mathieu Bousquet, DG Devco

Annexe II Liste des participants

ORGANISATION	NOM	PRÉNOM	ADRESSE E-MAIL
ACP Secretariat	VANEYNDE	Karla	karla@acp.int
Belgian Federal Public Service Health, Food Chain Safety and Environment/ DG 5 Environment	HERTENWEG	Kelly	kelly.hertenweg@milieu.belgie.be
CIFOR	MOELIONO	Moira	m.moeliono@cigar.org
Consultant	SALA	Bernardo	bernardo_sala@yahoo.it
COSPE (Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti)	BARDELLI	Angela	bardelli@cospe-fi.int
Defensores de la Naturaleza	MARQUEZ	Javier	jmarquez@defensores.org.gt
Defensores de la Naturaleza	NUNEZ	Oscar	onunez@defensores.org.gt
Desarrollo Rural Sustentable- DRIS	RIOS	Renato	drislima@terra.com.pe
Deutsche Welthungerhilfe e.V.	GRASSMANN	Robert	robert.grassmann@welthungerhilfe.de
Deutsche Welthungerhilfe e.V.	KOMMNICK	Reni	reni.Komnick@welthungerhilfe.de
European Commission- CLIMA	BUCKI	Michael	michael.bucki@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	BOUSQUET	Mathieu	mathieu.bousquet@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	BREUL-BUSSON	Sophie	Sophie.BREUL-BUSSON@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	FALCONER	Julia	julia.falconer@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	HARMEGNIES	Dimitri	dimitri.harmegnies@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	LE GRAND	Simon	simon.legrand@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	MORENO	Ana	ana.moreno@ec.europa.eu
European Commission- DEVCO	SANMIGUEL	David	David.sanmiguel-esteban@ec.europa.eu
European Commission - ENV	NOGARA	Federico	Federico.NOGARA@ec.europa.eu
European Commission - Research Executive Agency	BEROUD	Florence	florence.beroud@ec.europa.eu
European Commission - Joint Research Center	ACHARD	Frederic	frederic.achard@jrc.ec.europa.eu
European Delegation - Cameroon	FROSIO	Carl	Carl.FROSIO@eeas.europa.eu
European Delegation - Djibouti	AVELLA	Nicoletta	Nicoletta.AVELLA@eeas.europa.eu
European Delegation - Guatemala	ANTONELLI	Claudia	Claudia.ANTONELLI@eeas.europa.eu
European Delegation - Russia	PIRKANNIEMI	Olli	Olli.PIRKANNIEMI@eeas.europa.eu
European Delegation - Russia	ZURDO	Diego	Diego.ZURDO@eeas.europa.eu
European Delegation - Sierra Leone	MUCI	Giampiero	Giampiero.MUCI@eeas.europa.eu
European Delegation - Sierra Leone	VAN PRAET	Stephan	Stephan.VAN-PRAET@eeas.europa.eu
European Forest Institute	MERCKX	Valerie	valerie.merckx@efi.int

European Forest Institute	TREVISAN	Alessandro	alessandro.trevisan@efi.int
European Forest Institute	VAN ORSHOVEN	Christophe	christophe.vanorshoven@efi.int
European Investment Bank	MAYERHOFER	Eva	eva.mayerhofer@eib.org
Fauna and Flora International	ROSENGREN	Linda	linda.rosengren@fauna-flora.org
FERN	DOOLEY	Kate	kate@fern.org
FERN	VAN GISBERGEN	Indra	indra@fern.org
Forestales por el Desarrollo del Bosque Nativo	MEDINA	Fernando Ariel	arielmedina@bosquenativo.cl
GCCA Climate Support Facility	HARCHIES	Manuel	m.harchies@prospect-cs.be
GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)	RAGNA	John	ragna.john@giz.de
Global Environment Centre	YUNG	Chin Sin	chinsy@gec.org.my
Live and Learn Environmental Education	NELSON	Anjali	anjali.nelson@livelearn.org
Live and Learn Environmental Education	TARIVIUGE	Gina	gina.tari@livelear.org
Monte- Desenvolvimento Alentejo Central ACE	LISBOA BRANDAO DE MELO	Johana	joana.lx.bm@gmail.com
Norway's Mission to the EU	KROPELIEN	Knut	Knut.kroepelien@mfa.no
Oro Verde- Die Tropenwaldstiftung	MANNIGEL	Elke	emannigel@oroverde.de
Patrimonio Natural Fondo para la Biodiversidad y Areas Protegidas	GALAN	Francisco Alberto	agalan@patrimonionatural.org.co
Regional Community Forestry Training Centre for Asia and the Pacific (RECOFTC)	HOU	Kalian	kalian@recoftc.org
Rights and Resources Initiative	MOLNAR	Augusta	amolnar@rightandresources.org
UN-REDD Programme	ERIKSSON	Helena	helena.eriksson@un-redd.org
WWF- Central Africa Office	DEFO	Louis	ldefo@wwf.panda.org
WWF- Central Africa Office	KALAME FOBISSIE	Blese	bfobissie@wwfcarpo.org
WWF – Germany	KLEYMANN	Hermine	hermine.kleymann@wwf.de
WWF- Peru	SILVA BULLON	Ruth Esther	ruth.silva@wwfperu.org

Annexe III Liste des délégations de points focaux de REDD+ de l'UE

Afrique		
Angola	Gabrio MARINOZZI	Gabrio.MARINOZZI@eeas.europa.eu
Bénin	Hoa-Binh ADJEMIAN	Hoa-Binh.ADJEMIAN@eeas.europa.eu
Botswana	Tebogo MATLHARE	Tebogo.MATLHARE@eeas.europa.eu
Burkina Faso	Ronan PECHEUR	Ronan.PECHEUR@eeas.europa.eu
Burundi	Jurgen HEIMANN	Jurgen.HEIMANN@eeas.europa.eu
Cameroun	Carl FROSIO	Carl.frosio@eeas.europa.eu
Cameroun	Nicolas BERLANGA MARTINEZ	Nicolas.BERLANGA-MARTINEZ@eeas.europa.eu
Cameroun	Wim IMPENS	Wim.IMPENS@eeas.europa.eu
Cap Vert	Cristobal DELGADO MATAS	Cristobal.DELGADO-MATAS@eeas.europa.eu
République centrafricaine	Karla KRIEGER	Karla.krieger@eeas.europa.eu
Comores	Hubert GRANDJEAN	Hubert.GRANDJEAN@eeas.europa.eu
Brazzaville Congo	Marcel VAN OPSTAL (HoD)	Marcel.van-opstal@eeas.europa.eu
Brazzaville Congo	Nicole FISHER	Nicole.FISHER@eeas.europa.eu
Brazzaville Congo	Stephane SOURDIN	Stephane.SOURDIN@eeas.europa.eu
Djibouti	Nicoletta AVELLA	Nicoletta.AVELLA@eeas.europa.eu
Guinée équatoriale	Bernard DE SCHREVEL	Bernard.De-Schrevel@eeas.europa.eu
Guinée équatoriale	Alain HOUYOUX	Alain.HOUYOUX@eeas.europa.eu
Érythrée	Marc DE BRUYCKER	Marc.De-Bruycker@eeas.europa.eu
Éthiopie	Abu YADETTA	Abu.Yadetta@eeas.europa.eu
Éthiopie	Friedrich MAHLER	Friedrich.MAHLER@eeas.europa.eu
Éthiopie – Union Africaine	Francoise VILLETTE	Francoise.VILLETTE@eeas.europa.eu
Gabon	Bernard DE SCHREVEL	Bernard.De-Schrevel@eeas.europa.eu
Gabon	Alain HOUYOUX	Alain.HOUYOUX@eeas.europa.eu
Gambie	Fausto PERINI	Fausto.PERINI@eeas.europa.eu
Ghana	Bart MISSINNE	Bart.MISSINNE@eeas.europa.eu
Ghana	Herve DELSOL	Herve.DELSOL@eeas.europa.eu
Guinée Bissau	James FALZON	James.FALZON@eeas.europa.eu
Guinée Bissau	Antonio CAPONE	Antonio.CAPONE@eeas.europa.eu
Guinée Conakry	Beatriz BETEGON RAMIRO	Beatriz.BETEGON-RAMIRO@eeas.europa.eu
Guinée Conakry	Silvia SEVERI	Silvia.SEVERI@eeas.europa.eu
Côte d'ivoire	Philippe LE BUSSY	Philippe.le-bussy@eeas.europa.eu
Côte d'ivoire	Didier NILS	Didier.NILS@eeas.europa.eu
Kenya	Thomas YATICH	Thomas.YATICH@eeas.europa.eu
Lesotho	Josephine KALINAUCKAS	Josephine.KALINAUCKAS@eeas.europa.eu
Lesotho	Laura LINDORO	Laura.LINDORO@eeas.europa.eu
Liberia	Carlos BATTAGLINI	Carlos-Adolfo.BATTAGLINI-MANRIQUE-DE-LARA@eeas.europa.eu
Liberia	Paula VAZQUEZ	Paula.VAZQUEZ-HORYAANS@eeas.europa.eu
Madagascar	Paolo CURRADI	Paolo.CURRADI@eeas.europa.eu
Madagascar	Delphin RANDRIAMIHARISOA	Delphin.RANDRIAMIHARISOA@eeas.europa.eu

		pa.eu
Malawi	Kavalo MUTEMWE	Kavalo.mutemwe@eeas.europa.eu
Mali	Sylvie FONTAINE	Sylvie.FONTAINE@eeas.europa.eu
Mali	David MOGOLLON	David.MOGOLLON@eeas.europa.eu
Île Maurice	Hubert GRANDJEAN	Hubert.GRANDJEAN@eeas.europa.eu
Mozambique	Ana MONGE	Ana.monge@eeas.europa.eu
Mozambique	Frank RIJNDERS	Frank.RIJNDERS@eeas.europa.eu
Namibie	Titus ENDJALA	Titus.ENDJALA@eeas.europa.eu
Niger	Rafael AGUIRRE UNCETA	Rafael.Aguirre-Unceta@eeas.europa.eu
Nigeria	Klaus GAUTSCH	Klaus.GAUTSCH@eeas.europa.eu
RDC	Filippo SARACCO	Filippo.SARACCO@eeas.europa.eu
RDC	Henri GOT	Henri.GOT@eeas.europa.eu
Rwanda	Diego ZURDO	Diego.ZURDO@eeas.europa.eu
Rwanda	Seraphine.MUKANKUSI	Seraphine.MUKANKUSI@eeas.europa.eu
São Tomé	Bernard DE SCHREVEL	Bernard.De-Schrevel@eeas.europa.eu
São Tomé	Alain HOUYOUX	Alain.HOUYOUX@eeas.europa.eu
Sénégal	Anne SIMON	Anne.SIMON@eeas.europa.eu
Seychelles	Hubert GRANDJEAN	Hubert.GRANDJEAN@eeas.europa.eu
Sierra Leone	Achim Ladwig	Achim.ladwig@eeas.europa.eu
Sierra Leone	Giampiero MUCI	Giampiero.MUCI@eeas.europa.eu
Sierra Leone	Stephan VAN PRAET	Stephan.VAN-PRAET@eeas.europa.eu
Somalie	Isabel FARIA DE ALMEIDA	Isabel.FARIA-DE-ALMEIDA@eeas.europa.eu
Afrique du Sud	Natalija DOLYA	Natalija.DOLYA@eeas.europa.eu
Soudan du Sud	Massimiliano PEDRETTI	Massimiliano.PEDRETTI@eeas.europa.eu
Soudan	Alvaro ORTEGA APARICIO	Alvaro.ORTEGA-APARICIO@eeas.europa.eu
Tanzanie	Baptiste BOBILLIER	Baptiste.BOBILLIER@eeas.europa.eu
Tchad	Madeleine ONCLIN	Madeleine.ONCLIN@eeas.europa.eu
Tchad	Pierre TRELLU	Pierre.TRELLU@eeas.europa.eu
Togo	Marc CASTERAN	Marc.CASTERAN@eeas.europa.eu
Togo	Stephane MEERT	Stephane.MEERT@eeas.europa.eu
Ouganda	Jalia KOBUSINGE	Jalia.KOBUSINGE@eeas.europa.eu
Zambie	Chilambwe LWAO	Chilambwe.LWAO@eeas.europa.eu
Zimbabwe	Severin MELLAC	Severin.MELLAC@eeas.europa.eu
		-
Asie Pacifique		-
Australie	Scott WYATT	Scott.WYATT@eeas.europa.eu
Bangladesh	Jorge NIETO REY	Jorge.NIETO-REY@eeas.europa.eu
Cambodge	Koen EVERAERT	Koen.EVERAERT@eeas.europa.eu
Cambodge	Michelle LABEEU	Michelle.LABEEU@eeas.europa.eu
Cambodge	Seth VAN DOORN	Seth.VAN-DOORN@eeas.europa.eu
Chine	Heidi HILTUNEN	Heidi.HILTUNEN@eeas.europa.eu
Indonésie	Thibaut PORTEVIN	Thibaut.PORTEVIN@eeas.europa.eu
Laos	Delphine BRISSONNEAU	Delphine.BRISSONNEAU@eeas.europa.eu
Laos	Baas BRIMER	Baas.BRIMER@eeas.europa.eu
Laos	Helene QUENTREC	Helene.QUENTREC@eeas.europa.eu
Malaisie	Viktorija KAIHALOVA	Viktorija.KAIHALOVA@eeas.europa.eu
Myanmar	Delphine BRISSONNEAU	Delphine.BRISSONNEAU@eeas.europa.eu
PNG	Martin DIHM (HoD)	Martin.dihm@eeas.europa.eu

PNG	Clement BOURSE	Clement.BOURSE@eeas.europa.eu
Philippines	Reynaldo CANCIO	Reynaldo.CANCIO@eeas.europa.eu
Philippines	Matthieu PENOT	Matthieu.PENOT@eeas.europa.eu
Îles Salomon	Juan Carlos HINOJOSA MARTINEZ	Juan-Carlos.HINOJOSA-MARTINEZ@eeas.europa.eu
Thaïlande	Delphine BRISSONNEAU	Delphine.BRISSONNEAU@eeas.europa.eu
Thaïlande	Sutthiya.CHANTAWARANGUL	Sutthiya.CHANTAWARANGUL@eeas.europa.eu
Vietnam	Thanh HOANG	Thanh.HOANG@eeas.europa.eu
Vietnam	Berenice MURAILLE	Berenice.MURAILLE@eeas.europa.eu
Amérique latine + Caraïbe		
Argentine	Sylvain MANISSIER	Sylvain.MANISSIER@eeas.europa.eu
Barbade	Andre POU CET	Andre.POU CET@eeas.europa.eu
Belize	Richard VANDERHORST	Richard.VANDERHORST@eeas.europa.eu
Bolivie	Cesar MORENO	cesar.moreno@eeas.europa.eu
Bolivie	Monica RODRIGUEZ	Monica.RODRIGUEZ@eeas.europa.eu
Bolivie	Ivo Hoefkens	Ivo.Hoefkens@eeas.europa.eu
Brésil	Hans DORRESTEIJN	Hans.DORRESTEIJN@eeas.europa.eu
Brésil	Arnold JACQUES DE DIXMUDE	Arnold.JACQUES-DE-DIXMUDE@eeas.europa.eu
Brésil	Cristina CARVALHO	Cristina.CARVALHO@eeas.europa.eu
République dominicaine	Lorenzo MARTELLI	Lorenzo.MARTELLI@eeas.europa.eu
République dominicaine	Florence VAN HOUTTE	Florence.VAN-HOUTTE@eeas.europa.eu
Chili	Soledad SUAREZ	Soledad.SUAREZ@eeas.europa.eu
Colombie	Johny ARIZA MILANES	Johny.ARIZA@eeas.europa.eu
Colombie	Susana FERNANDEZ RODRIGUEZ	Susana.FERNANDEZ-RODRIGUEZ@eeas.europa.eu
Costa Rica	Florian LUETTICKEN	Florian.LUETTICKEN@eeas.europa.eu
Cuba	Predrag AVRAMOVIĆ	Predrag.AVRAMOVIĆ@eeas.europa.eu
Équateur	Pedro PONCE	Pedro.PONCE@eeas.europa.eu
Équateur	Rene BOSMAN	Rene.BOSMAN@eeas.europa.eu
Salvador	Yolanda CATIVO VAQUERANO	Yolanda.CATIVO-VAQUERANO@eeas.europa.eu
Guatemala	Claudia ANTONELLI	Claudia.ANTONELLI@eeas.europa.eu
Guatemala	Claudia BARILLAS	Claudia.BARILLAS@eeas.europa.eu
Guatemala	Annelies VANWYMELEBEKE	Annelies.VANWYMELEBEKE@eeas.europa.eu
Guyana	Lindsay JONES	Lindsay.JONES@eeas.europa.eu
Haïti	Paul WEBBER	Paul.WEBBER@eeas.europa.eu
Honduras	Andre FACHE	Andre.FACHE@eeas.europa.eu
Honduras	Vanessa VALLADARES	Vanessa.VALLADARES@eeas.europa.eu
Jamaïque	Pierre Luc VANHAEVERBEKE	Pierre-Luc.VANHAEVERBEKE@eeas.europa.eu
Mexique	Marie Paule NEUVILLE	Marie-Paule.NEUVILLE@eeas.europa.eu
Nicaragua	Maria MONGE	Maria.MONGE@eeas.europa.eu
Nicaragua	Sandra MEJIA	Sandra.MEJIA@eeas.europa.eu
Paraguay	Veerle SMET	Veerle.SMET@eeas.europa.eu

Pérou	Tatiana GARCIA	Tatiana.GARCIA@eeas.europa.eu
Suriname	Peter MARIEN	Peter.MARIEN@eeas.europa.eu
Trinité & Tobago	Solomon IOANNOU	Solomon.IOANNOU@eeas.europa.eu
Uruguay	Manuel FERNANDEZ QUILEZ	Manuel.FERNANDEZ-QUILEZ@eeas.europa.eu
Venezuela	Ginette ANGULO	Ginette.ANGULO@eeas.europa.eu
		-
Pays de proximité		-
Arménie	Ina IANKULOVA	Ina.IANKULOVA@eeas.europa.eu
Azerbaïdjan	Parviz YUSIFOV	Parviz.YUSIFOV@eeas.europa.eu
Biélorussie	Elena RAKOVA	Elena.RAKOVA@eeas.europa.eu
Géorgie	Michel JAMBOU	Michel.JAMBOU@eeas.europa.eu
Géorgie	Camilla ABERG	Camilla.ABERG@eeas.europa.eu
Moldavie	Dagmar KALJARIKOVA	Dagmar.KALJARIKOVA@eeas.europa.eu
Russie	Olga KRYLOVA	Olga.KRYLOVA@eeas.europa.eu
Russie	Vladimir KORNEEV	Vladimir.KORNEEV@eeas.europa.eu
Ukraine	Jean-Francois MORET	Jean-Francois.MORET@eeas.europa.eu
Ukraine	Oleksander KLITKO	oleksander.klitko@eeas.europa.eu
Ukraine	Gabriel BLANC	Gabriel.BLANC@eeas.europa.eu

Annexe IV Évaluation

Résumé

Cette évaluation est fondée sur 35 questionnaires remplis par des participants à la réunion: 7 membres de Délégations de l'UE, des représentants de la Commission Européenne ou des États membres, et 28 bénéficiaires de projet ou personnes invitées.

100% des participants se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de la réunion (66% et 34% respectivement) et ont considéré qu'elle répondait à leurs objectifs.

L'évaluation globale de la première journée s'est avérée positive ou très positive (entre 91% et 97%), tandis que 3 à 9% ont répondu par la négative. La plupart des participants (91%) ont trouvé la présentation réalisée par la CE très utile à l'acquisition d'une meilleure compréhension des politiques de l'UE. L'évaluation a aussi montré, cependant, qu'il y a encore lieu d'améliorer l'indication des liens entre les projets et les politiques de l'UE, aussi bien en REDD+ que de façon plus large.

La plupart des participants (93%) ont considéré les présentations de projet et les séances de clarification positives ou très positives. Certains participants auraient toutefois apprécié recevoir plus d'informations concernant des expériences pratiques sur le terrain ainsi qu'un groupement différent des présentations de projet, de façon à faciliter le débat entre les projets relatifs au carbone et des discussions distinctes concernant des projets plus généraux. L'évaluation a aussi démontré que les présentations de projet pouvaient être améliorées grâce à l'emploi de meilleurs outils de communication et en consacrant plus de temps à l'échange d'expérience.

La seconde journée a été perçue comme positive et très positive (61% et 35%, respectivement).

Selon les participants, les groupes de discussion géographiques ont été considérés comme la partie la plus utile de la réunion. Le retour d'information émanant des groupes de discussion et des séances de synthèse a également été très apprécié et s'est avéré précieux (96% et 4%, respectivement). L'invitation d'experts financiers ainsi que d'autres organisations et experts travaillant spécifiquement à la REDD+ a aussi été recommandée pour les réunions futures.

Des commentaires plus détaillés sont reportés dans la suite de ce chapitre.

Résultats détaillés de l'évaluation

	Très négatif	Négatif	Positif	Très positif
Satisfaction globale concernant la réunion			66%	34%
A-t-elle répondu à mes objectifs?			86%	14%
Mardi matin : Présentation réalisée par la CE		9%	61%	30%
Mardi matin /après-midi : présentations de projet et clarification de questions		5%	71%	22%
Mardi après-midi: Point sur les programmes REDD+ d'États membres de l'UE et de Norvège / présentation de FLEGT-REDD et débat		3%	78%	19%
Groupes de discussion géographiques		4%	48%	48%
<i>Afrique</i>			<i>60%</i>	<i>40%</i>
<i>Asie- Pacifique</i>			<i>37%</i>	<i>63%</i>
<i>Amérique latine</i>		8%	<i>46%</i>	<i>46%</i>
Groupe thématique concernant la MNV		8%	76%	16%
Groupe thématique concernant le régime foncier		5%	54%	41%
Groupe thématique concernant l'engagement des parties prenantes		7%	57%	36%
Groupe thématique concernant le financement		5%	73%	22%
Mercredi après-midi: Retour d'information émanant de groupes de discussion géographiques et thématique et débat			96%	4%

1 Quelle partie de la réunion vous a-t-elle été la plus utile?

- Les groupes de discussion géographiques (8)
- les séances thématiques (5)
- Réseautage & interaction (5)
- Les présentations de projet (4)
- Autre expérience (3)
- Le financement (3)
- La séance concernant les droits fonciers (3)
- La récapitulation (2)
- La présentation de la CE(2)
- La note dominante dans le groupe de discussion (2)
- FLEGT & REDD (2)
- Le point de la part des EM
- La capacité des projets au partage de l'information entre participants et avec les questions de politique est très appréciable

2. Des questions d'importance pour vous ont-elles été omises? Comment pourrions-nous améliorer la réunion?

- Pas beaucoup d'information concernant les difficultés rencontrées par les projets.
- Identifier avant la réunion les questions spécifiques à traiter dans le groupe de travail.
- Créer une plateforme d'échange d'information concernant les projets de REDD+.
- Maintenir les exécutants de projets aptes à s'activer plus en détail avec les statuts de la CCNUCC
- Intensifier les activités de REDD -> comment renvoyer l'information au niveau administratif
- Les économies d'échelle pourraient être discutées plus avant
- Plus d'information sur la façon dont la REDD tire parti des paiements de services environnementaux et des interventions sectorielles forestières antérieures
- Plus de questions techniques liées à la télédétection, la conception d'échantillonnage, ...
- Répartir les projets entre REDD+/carbone et ceux d'aspect plus général pour faciliter le débat
- Coûts de financement de la déforestation évitée
- Plus d'information concernant les expériences sur le terrain
- Plus de temps pour les présentations de projet
- Plus d'information pour comprendre les diverses instances de la CCNUCC
- Plus de retour d'information de la part des bénéficiaires finaux (à impliquer?)
- Impliquer les acteurs du secteur privé liés aux facteurs de déforestation (la plupart du temps liés au marché mondial pour les produits clé); à aborder dans des réunions futures, impliquer les agences de l'UE promouvant des accords multilatéraux concernant le développement économique et les stratégies du marché.

3. Commentaires relatifs à la logistique, à l'organisation et aux invitations

- Très bien (7)
- Envoyer les invitations au moins deux mois à l'avance (7) pour obtention de visa
- Excellente idée d'avoir inclus toutes les présentations dans les cartes mémoire
- Faire circuler l'ordre du jour détaillé à l'avance
- Satisfaction totale, bravo
- Merci pour la proposition faite de nous permettre de voyager sur longue distance
- Félicitation pour la logistique
- Très bien organisé dans l'ensemble
- Bien organisé et calendrier miraculeusement respecté!

4. Utilité de la traduction

21 personnes l'ont trouvée utile, contre 5 ne l'ayant pas trouvée utile. 9 personnes n'ont pas répondu à cette question.

Autre commentaires à ce sujet :

- La traduction était parfaite et c'est une idée très utile
- Plus facile de travailler seulement en anglais

5. Recommandations finales

Concernant les présentations de projet (ayant généré un certain nombre de commentaires):

- Espace ouvert /marché pour les enseignements tirés / meilleures pratiques
- Éviter de passer une journée entière en présentation de projet
- Suivi et échange continu entre projets
- Plus de temps pour le partage d'expérience (2)
- Pour absorber la présentation de projet, faire plus strictement en sorte que le modèle soit respecté
- Utiliser plus de communication (film, photos,...) pour le rendre plus vivant
- Tous les projets doivent-ils être présentés? 50% en 2013 et 50% en 2014?
- Plus de réflexion nécessaire sur la meilleure façon de structurer les séances de présentation de projet, de manière à obtenir un peu plus d'apprentissage en profondeur sur la façon dont les projets avancent dans divers domaines thématiques

Sur d'autres sujets

- Préparer des "point sur le pays" pour alimenter le processus national
- Clarifier les liens entre les projets et la politique de l'UE concernant la REDD
- Obtenir un retour d'information sur l'évaluation de l'UE au sujet du processus de REDD et de la cohérence de sa politique
- Une présentation réellement technique de façon à renforcer les capacités (MNV, CLIP)
- Faire venir des experts financiers
- Moins de sujets, plus d'approfondissement
- Inviter d'autres organisations travaillant plus spécifiquement sur la REDD+ (non financées par l'UE) à partager leur expérience et à apporter une vision équilibrée
- Merci (6)

Au sujet du suivi

- Organiser cette manifestation l'année prochaine aussi
- Expliquer plus clairement à quoi les conclusions de cette année seront utilisées
- La réunion devrait être focalisée l'année prochaine sur des expériences pratiques réelles sur le terrain- trop de discussion centrée autour des débats et des procédures internationaux
- Disposer d'un résumé de synthèse rapportant l'évolution dans le temps des thèmes de discussion (différence par rapport à l'année précédente)

Ce compte-rendu a été préparé par David Sanmiguel Esteban (Commission Européenne), et Agustina Grossi, Edith A. Johnson, Alessandro Trevisan et Christophe Van Orshoven (Institut Européen de la Forêt).

Photos de couverture gracieusement fournies par Tom Ter Horst et Niina Verkerk, de l'Institut Européen de la Forêt.